Burundi : "Feuille de route" ou "Feuille de dupes" ?

@rib News, 06/06/2013NÃ©gociations de KayanzaÂ : Attention au somnifÃ¨re savamment entretenu.Burundaises, burundaisÂ : il est grand temps de ne plus vous laisser faireÂ !Par Buyagu AugusteIl aura fallu plus de deux mois aprÃ¨s la rencontre de Bujumbura pour que les hommes politiques burundais se retrouvent encore du 22 au 24 mai 2013 Ã Kayanza. M. Nduwimana, ministre de lâ€™IntÃ©rieur les y avait conviÃ©s pour discuter du toilettage Ã apporter au code Ã©lec actuel. De nombreux burundais restent dubitatifs quant aux intentions de Nkurunziza et de son parti le CNDD-FDD. Pourquoi un vÃ©ritable agenda de travail ne serait-t-il pas Ã©laborÃ© avec un programme clair, et un comitÃ© de suivi ad hocÂ Pourquoi le pouvoir prÃ©fÃ¨re tirer unilatÃ©ralement un point sur la longue Â«Â feuille de routeÂ Â» Ã discuter, quand il veut, e oÃ¹ il veutÂ ? Nous allons nous efforcer dâ€™analyser et de comprendre cette dÃ©marche qui semble illogique pour le commun des mortels.

1.Â Â Â Une dÃ©marche machiavÃ©lique.Le plus grand mÃ©rite de nos dirigeants en particulier du prÃ©sident Nkurunziza câ€ quâ€™ils sont des acrobates de talentsÂ ; ils savent Â«Â marcherÂ Â» sur la tÃªte avec brio. Et cela se reflÃ¨te parfois dans la gouvernance actuelle. Ainsi, Ã la place de la modernisation du pays, de la crÃ©ation des emplois et la promotion du bien-Ãªtre social des citoyens, la construction des stades est une vÃ©ritable prioritÃ© pendant que les activitÃ©s Ã©conomiques son paralysÃ©es faute de courant Ã©lectrique. Des diplÃ´mes universitaires sont exigÃ©s aux journalistes dans un pays oÃ¹ lâ€™o compte Â des GÃ©nÃ©raux dâ€™armÃ©e, des DÃ©putÃ©s, des SÃ©nateurs nâ€™ayant mÃªme pas le niveau du 1er cycle de secondaires. Dans un pays surpeuplÃ©, lâ€™Ã©migration est dÃ©couragÃ©e Ã cause des passeports parmi les plus chers du mondeâ€¦.Lâ€™on pourrait penser que la mÃ©thode suivie dans la mise en Å“uvre de la fameuse feuille de route relÃ¨ve de cet mÃªme logique. Il nâ€™en est absolument rienÂ ; la dÃ©marche a Ã©tÃ© mÃ»rement rÃ©flÃ©chie. Le gÃ©nie du CNDD-FDD incroyablement fÃ©cond quand il sâ€™agit de faire dans le nÃ©gatif. La plupart de ceux qui avaient cru, depuis les annÃ©es 20 que les priÃ¨res des hautes autoritÃ©s allaient les sortir de lÃ ont compris, (quoi que vaut mieux tard que jamais), et parlent maintenant de la malÃ©diction du pays.Sâ€™il faut dire la vÃ©ritÃ©, le CNDD-FDD a entamÃ© les pourparlers du 12-13 mars 2 par contrainte. Il les poursuit dans le mÃªme contexte. Il nâ€™y a aucune bonne volontÃ© de dÃ©tendre lâ€™atmosphÃ¨re polit dâ€™instaurer la paix et de laisser les partis de lâ€™opposition mener normalement Â leurs activitÃ©s politiques.Mais au mome certaines ambassades du Burundi Ã lâ€™Ã©tranger nâ€™ont plus de locaux de travail faute de pouvoir sâ€™acquitter des frais au moment oÃ¹ les diffÃ©rents ministÃ¨res payent difficilement leurs fournisseurs, pendant que les salaires sont versÃ©s aprÃ¨s de multiples acrobaties financiÃ¨res, le pouvoir CNDD-FDD ne peut Â se permettre de dÃ©fier la communautÃ© internationale. La parade est de faire semblant de discuter avec lâ€™opposition dans lâ€™espoir dâ€™amener les bailleurs de verser les indispensables aides budgÃ©taires. Pour cela, il faut commencer par des points dont lâ€™impact sur le terrain nâ€™ pas immÃ©diat et surtout des points Â pour lesquels des reculades restent possibles.Pendant que lâ€™on discute du Code Ã©lectoral, la milice du parti au pouvoir Imbonerakure sÃ¨me la terreur dans tout le pays. Ses membres procÃ¨dent Ã des arrestations, torturent, volent et tuent les militants avÃ©rÃ©s ou supposÃ©s de lâ€™opposition. Un de leurs chefs promet sur les ondes dâ€™une radio locale la liquidation physique de tous ceux qui ont nÃ©gociÃ© les accords dâ€™Arusha.[1]Les responsab de lâ€™administration interdisent les rÃ©unions des partis de lâ€™ADC-Ikibiri, coalition vouÃ©e aux gÃ©monies du pouvoir. Ai seule voix audible sur les collines et dans les quartiers est celle des thurifÃ©raires du pouvoir, câ€™est-Ã -dire du CNDD-FDD. Au niveau Ã©conomique, lâ€™un des plus grands scandales que le pays ait jamais connu est en train de sâ€™opÃ©rerÂ : le pil des ressources minÃ©rales du pays. En effet des groupes de mafiosi, composÃ©s par des GÃ©nÃ©raux et des plus hautes autoritÃ©s du pays pillent depuis 2005 les gisements dâ€™or, de coltan et dâ€™autres minerais prÃ©cieux sous la bÃ©nÃ©dic Gouvernement et du Parlement. Chaque annÃ©e, des ressources Ã©quivalant Ã trois fois au moins le budget national sont pillÃ©es et vendues dans les comptoirs de Bujumbura et des pays voisins, sans que le fisc nâ€™enregistre au moins un sous dâ€™impÃ´t. Ainsi, concernant ces pourparlers, le pouvoir discute en rÃ©alitÃ© pour gagner du temps. Aussi, si demain les circonstances venaient Ã Ãªtre favorables, câ€™est-Ã -dire si les aides financiÃ¨res venaient Ã Ãªtre versÃ©es (ou si le pouvoi trouvait une source de financement autre que les aides des partenaires occidentaux), le Parlement de Nkurunziza pourra rejeter les amendements du Code Ã©lectoral qui risqueraient de rendre difficile la fraude Ã©lectorale en 2015Â !M. Pierre-Claver Ndayicariye, prÃ©sident de la Commission Electorale dÃ©signÃ© unilatÃ©ralement par Nkurunziza semble confirmer cette Ã©ventualitÃ©. A propos des articles du Code Ã©lectoral que les politiques ont convenu de modifier, il a dÃ©clarÃ©Â : Â«Â Lâ€™interprÃ©tation des textes varie suivant les acteurs politiques. Et ces derniers doivent passer par un processus de maturation qui doit prendre beaucoup de temps. Si tous les amendements ne sont pas intÃ©grÃ©s dans le Code Ã©lectoral, ce nâ€™est pas la fin du monde[2].Â Â» Cela rappelle la loi sur la presse pour laquelle un groupe de travail ad hocÂ composÃ© de personnalitÃ©s de la sociÃ©tÃ© civile et du pouvoir avait proposÃ© un texte consensuel. Ce texte a Ã©tÃ© par la suite totalement ignorÃ© par le Parlement du CNDD-FDD, qui a prÃ©fÃ©rÃ© une loi complÃ¨tement mÃ©diÃ©vale et liberticide.A la limite, un projet de loi qui avait requis le consensus de tous les acteurs politiques et de la sociÃ©tÃ© civile existe depuis 2009, ce projet a tÃ©tÃ© adoptÃ© aprÃ¨s un long processus de dialogue de deux ans, pilotÃ© par le mÃªme BNUB. Le docume final adoptÃ© avait Ã©tÃ© rÃ©digÃ© par un expert sÃ©nÃ©galais, un professeur expÃ©rimentÃ© en droit institutionnel Ã lâ€™ Dakar. Mais malheureusement, ce projet a Ã©tÃ© sabotÃ© par le pouvoir qui lâ€™a totalement ignorÃ©, Ã la place, il a Ã©labo loi scÃ©lÃ©rate et inconstitutionnelle dont beaucoup de dispositions sont pratiquement inapplicables. Câ€™est cette loi qui a en partie facilitÃ© les fraudes Ã©lectorales massives de 2010. Au lieu de bricoler une nouvelle loi Ã©lectorale, il serait plus sage de sortir des tiroirs Â le projet de 2009 et de le promulguer. Lâ€™on comprend donc aisÃ©ment pourquoi le pouvoir nâ€™a nullement voulu discuter prÃ©alablement du sort qui sera rÃ©servÃ© aux conclusions des discussions.Quant Ã la question fondamentale de lâ€™environnement politique dÃ©lÃ©tÃ¨re, sa discussion risquerait dâ€™aboutir Ã ce que le CNDD-FDD redo plus : la libertÃ© des partis politiques dâ€™accÃ©der aux populations et de faire entendre un son de cloche diffÃ©rent Ã celui d Â«Â courtisansÂ» de Nkurunziza. La tactique est de retarder lâ€™Ã©chÃ©ance, de telle sorte que, si la pression venait Ã Ãªtre et Â le pouvoir obligÃ© de lÃ¢cher du lest, ce serait trop tard. Lâ€™opposition nâ€™aurait plus de temps pour expliciter son programme aux populations.2.Â Â Â Lâ€™intÃ©rÃªt de la patrie avant lâ€™intÃ©rÃªt des partis.Comme lâ€™a fait remarquer l

dâ€™opposition CNDD[3], la plus grosse erreur a Ã©tÃ© de laisser lâ€™initiative de lâ€™application des recommandations de de route dans les mains quasi exclusives du pouvoir en place. Il est Ã©vident, que cette application dÃ©pendra essentiellement des intÃ©rÃªts de Nkurunziza et ses acolytes. Heureusement pour le peuple burundais, le CNDD-FDD nâ€™a pas toutes les cartes en mains. Il y a lieu de rattraper lâ€™essentiel sous quelques conditions.a)Â Â Â Une unitÃ© agissante de lâ€™opposition.Les partis de lâ€™opposition devraient laisser au seul CNDD-FDD lâ€™illusion de pouvoir diriger Ã lui seul ce p rÃ©instaurant une dictature monopartite. Ils doivent donc sâ€™unir, Ã©laborer un programme cohÃ©rent, et montrer au peuple hommes et les femmes choisis pour conduire la lutte vers la victoire en 2015. Les exemples des sÃ©nÃ©galais et des nigÃ©riens sont lÃ pour montrer quâ€™une coalition de plusieurs partis peut gÃ©rer le pouvoir de maniÃ¨re dÃ©mocratique et s beaucoup dâ€™anicroches. b)Â Â Â Une CommunautÃ© Internationale engagÃ©e aux cÃ´tÃ©s du peuple burundais.Il nâ€™es exagÃ©rÃ© dâ€™Ã©crire que lâ€™attitude de la communautÃ© internationale est jusquâ€™Ã ce jour bien timorÃ©e. Parfois lâ quâ€™elle est du cÃ´tÃ© du CNDD-FDD plutÃ´t que du cÃ´tÃ© de la population burundaise. Des Ã©lections de 2015 honnÃªtes libres, transparentes et apaisÃ©es dÃ©pendront pourtant en grande partie de la faÃ§on dont cette communautÃ© sera exigeante ou non face aux diffÃ©rents protagonistes mais essentiellement face au pouvoir en place.La bienveillance de la communautÃ© internationale manifestÃ©e au pouvoir Nkurunziza au lendemain des Ã©lections contestÃ©es de 2010, a grandement contribuÃ© au raidissement du CNDD-FDD face Ã lâ€™opposition, Ã la rÃ©pression sanglante et Ã tout refus de dialogue. Conditionner toute aide budgÃ©taire directe Ã des progrÃ¨s notables dans lâ€™application de la feuille de route pourrait par exemple accÃ©lÃ©rer le processus de discussions fructueuses.En conclusion.Seules deux petites annÃ©es nous sÃ©parent des Ã©chÃ©ances Ã©lectorales. Si le rythme et la mÃ©thodologie actuels sont maintenus dans lâ€™application de l feuille de route, celle-ci va sâ€™avÃ©rer Ãªtre tout simplement une feuille de dupes. Il est encore possible de redresser les choses. Mais cela demande aux burundais, Ã lâ€™opposition et Ã la communautÃ© internationale dâ€™assumer leurs responsabilitÃ©s vis-Ã -vis du peuple burundais.Â Burundaises, burundaisÂ : il est grand temps de ne plus vous laisser faireÂ ![1] Les accords dâ€™Arusha avaient permis de jeter les bases dâ€™une coexistence pacifique entre tous les burundais aprÃ¨sÂ un conflit politico-ethnique de prÃ¨s de 40 ans et une guerre civile de prÃ¨s de dix ans. La constitution actuelle sâ€™en inspire en grande partie. Bien que le CNDD-FDD nâ€™avait pas participÃ© aux nÃ©gociations ayant abouti aux accord dâ€™Arusha, il y avait souscrit avant de signer un accord de paix sÃ©parÃ© Ã Pretoria. [2] www.iwacu-burundi.org du 28 mai 2013[3] Position du parti CNDD sur les recommandations de lâ€™atelier organisÃ© par le BNUB du 11 au 13 Mars 1023 Ã Bujumbura. DÃ©claration publiÃ©e le 26 Mars 2013.Â